

Déclaration des OSC, de la diaspora et des OSC internationales à l'occasion de la 8^{ème} réunion du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (APF)

Présentée par l'archevêque Njongo Ndungane
Président fondateur - African Monitor
22 mai 2007, Berlin, Allemagne

Vos Excellences, Éminents participants, Mesdames et Messieurs

C'est un grand honneur pour moi que d'être devant vous aujourd'hui pour vous présenter les vues de la société civile sur les six thèmes que vous avez retenus comme programme de cette réunion et de la prochaine réunion du G8.

En tant que membres de la société civile, nous nous sommes réunis pour débattre sur ces questions et avons établi une série de recommandations précises. En tant que grande église de la société civile, autrement dit la société civile africaine, la diaspora africaine et les organisations de la société civile internationales, nous disons haut et fort ceci : des promesses ont été faites et des engagements pris. **Il est maintenant temps d'agir.**

Nous, en tant que société civile,

Félicitons les co-présidents du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique et le G8 d'avoir mis l'Afrique au centre de leurs délibérations.

Prenons note de tous les engagements pris par le G8 et le FPA en soutien au programme de régénération de l'Afrique, depuis Kananaskis en 2002 à Saint-Pétersbourg en 2006.

Reconnaissons les principes de la Déclaration de Paris disant que pour être efficace, l'aide doit être harmonisée avec les processus de développement conçus et dirigés par l'Afrique et gérée dans le cadre d'un partenariat entre l'Afrique et ses partenaires de développement.

Applaudissons l'Allemagne pour sa volonté de soutenir, pendant sa présidence du G8 et sa présidence de l'Union européenne, le processus de la société civile qui a conduit à la définition de six grands thèmes – commerce et investissements ; changement climatique ; VIH/SIDA, tuberculose et malaria ; égalité entre les sexes ; gouvernance et MAEP ; et paix et sécurité.

Louons le FPA pour sa décision historique de permettre à la société civile de s'adresser à cette assemblée prometteuse sur les six thèmes mentionnés auparavant.

Implorons le FPA de reconnaître officiellement et d'intégrer la participation des OSC à l'ensemble de ses processus.

En conséquence, nous constatons les points suivants :

- Le partenariat NEPAD/UA-G8/OCDE a contribué aux évolutions positives en cours en Afrique. Le rythme de l'évolution reste cependant lent et la plupart des défis ayant conduit à la création de ce partenariat persistent.
- Il est nécessaire de faire le bilan des progrès accomplis et de redynamiser le FPA en s'attaquant aux facteurs qui ont jusqu'ici sapé la mise en œuvre de l'ensemble des engagements pris depuis Kananaskis.
- Il est nécessaire d'aligner le programme du G8/OCDE sur celui du NEPAD/AU comme il avait été initialement prévu de le faire.

Sur la base de ces observations, nous appelons les prochaines réunions du FPA et du G8 à :

- se laisser guider dans leurs réflexions par les engagements pris depuis Kananaskis et faire le point sur les progrès accomplis ;
- se réengager à soutenir la mise en œuvre totale de l'ensemble des programmes africains et des programmes des donateurs élaborés jusqu'ici, y compris le Plan d'action pour l'Afrique développé par l'UA/le NEPAD/les CER.

- agir de toute urgence, en reconnaissant l'imminence des échéances des engagements de l'APD et des OMD.

Nous, la société civile, souhaitons faire au FPA et au G8 les recommandations concrètes suivantes sur chacun des six thèmes retenus : commerce et investissements ; changement climatique ; VIH/SIDA, tuberculose et malaria ; égalité entre les sexes ; gouvernance et MAEP ; gouvernance et paix et sécurité.

Sur le commerce et les investissements :

1. Les engagements antérieurs doivent être immédiatement tenus, en particulier :
 - le soutien à la Facilité Climat des investissements (ICF) et l'augmentation du financement accordé aux infrastructures, pour atteindre l'objectif fixé de 22 milliards de dollars par an nécessaire pour combler le retard en infrastructures.
 - l'annulation de la dette des pays pauvres d'ici 2008 et
 - la suppression des subventions agricoles. Nous voudrions en particulier voir une augmentation des investissements d'infrastructure dans l'éducation, la santé et l'agriculture. L'agriculture a été reconnue comme l'un des aspects les plus importants du développement de l'Afrique. **Nous recommandons une révolution verte en Afrique.**
2. Le G8 doit garantir le succès du cycle de Doha. De plus, le G8 doit veiller à ce que le cycle de Doha soit pro-développement et les négociations futures doivent cesser de saper le développement de l'Afrique.
3. Des mesures doivent être mises en place pour dédommager les pays subissant des pertes en conséquence de la libéralisation du commerce. Plus précisément, une aide au développement doit être fournie sous la forme d'un renforcement des capacités visant à intégrer le commerce dans les stratégies de développement des pays africains.

4. Nous constatons que l'impact des actuels Accords de partenariat économique est source de divisions en Afrique, car ces accords nuisent aux efforts d'intégration régionale de l'Afrique. Nous recommandons un moratoire immédiat sur les APE, dans l'attente d'une étude permettant de garantir l'établissement d'APE équitables pour les pays africains, ainsi que la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation pour en garantir l'efficacité.
5. Le G8 doit reconnaître la nécessité de renforcer les marchés africains en garantissant des investissements durables et en améliorant les capacités commerciales de l'Afrique, par le soutien au développement de ses infrastructures, au renforcement des capacités et à l'accès des pauvres aux marchés.

Sur la paix et la sécurité :

1. Les États membres du G8 doivent adopter ou soutenir les positions communes de l'UA sur la paix et la sécurité comme autant de guides pour leurs interactions avec l'Afrique et l'assistance qu'ils apportent aux pays africains, aux niveaux continental, régional et national. De plus, le G8 doit aligner les initiatives internationales en matière de reconstruction post-conflit sur les normes comparatives africaines en ce domaine (African Benchmark) lesquelles sont, par nature, de long terme.
2. Nous appelons l'ensemble des partenaires à reconnaître le rôle des femmes dans tous les aspects des initiatives de paix, sécurité, aide humanitaire et développement. Nous appelons également l'Afrique et ses partenaires de développement à soutenir la mise en application de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (1325) qui traite de la protection des femmes dans les conflits armés et qui exige la fin de l'impunité pour les abus perpétrés contre les femmes pendant et après les conflits, l'intégration d'une perspective de genre dans les processus de rétablissement de la paix et de maintien de la paix, ainsi que la participation des femmes à tous les niveaux de la

prise de décision et dans toutes les questions relatives à la gestion de la prévention et à la résolution des conflits.

3. Dans le cadre du NEPAD et du Plan d'action pour l'Afrique du G8, les dirigeants africains et leurs partenaires de développement ont reconnu que la paix et la sécurité étaient une condition clé du développement durable afin de garantir un environnement paisible et sûr en Afrique. En conformité avec cette reconnaissance, nous recommandons la chose suivante :
 - Étant donné l'ampleur du programme de transformation et de reconstruction, les États membres du G8 doivent contribuer au Fonds de dotation pour les programmes de reconstruction et de réhabilitation et veiller à l'intégration de la perspective de genre dans les budgets des programmes et projets de reconstruction.
4. Nous appelons le G8 et le FPA à mettre un terme au commerce d'armes légères et de petit calibre à destination des zones de conflit en Afrique et à garantir que tous les membres de la communauté internationale signent le Traité international sur le commerce des armes.
5. De plus, nous appelons les G8 à soutenir et à consolider les forces de maintien de la paix et les facilités pour la paix de l'UA en leur garantissant un financement à la fois flexible et prévisible pour qu'elles puissent réagir rapidement en cas de conflit.

Sur la bonne gouvernance et le MAEP :

Nous reconnaissons que le MAEP est un outil efficace permettant aux dirigeants africains d'évaluer leur performance respective et de partager les meilleures pratiques et leurs expériences en matière d'avancées de la gouvernance, de développement socioéconomique et de renforcement des capacités des pays africains. Ce mécanisme peut contribuer, avec les autres éléments de la gouvernance, à accélérer l'enracinement de la culture démocratique en Afrique, en encourageant l'état de droit et en garantissant la

paix et la stabilité. Dans ces conditions, nous recommandons au G8 et au FPA de :

1. se réengager en faveur de la responsabilité mutuelle comme mesure de la bonne gouvernance, conformément à la Déclaration de Paris, et d'adopter un processus international d'évaluation par les pairs.
2. soutenir les efforts de l'Afrique à combattre la corruption, en particulier par l'adoption de mesures efficaces par les pays membres du G8 contre la perpétration par leurs propres ressortissants d'actes de corruption et de violations des droits de l'homme en Afrique.
3. mettre l'accent dans leur soutien à l'Afrique sur la gouvernance des ressources naturelles du continent, compte tenu de leur importance géostratégique croissante sur le plan international et sur la « ruée » sur l'Afrique qui en découle.
4. raviver leur soutien au renforcement des capacités en matière de gouvernance aux niveaux continental, régional et national et, en particulier, leur soutien au programme de renforcement des capacités de l'UA/NEPAD et à l'assistance juridique mutuelle apportée aux pays africains, entre autres.
5. Nous recommandons aux pays africains de se réengager à soutenir le MAEP et à garantir la mise en œuvre intégrale des plans d'action nationaux.
6. Nous appelons aussi les gouvernements africains à assurer la participation effective des OSC et de la diaspora dans le processus du MAEP afin d'en garantir la bonne gouvernance.
7. Nous appelons le G8 et le FPA à accroître leur soutien au processus de MAEP et, plus particulièrement, d'augmenter leurs contributions au Fonds de dotation du MAEP et d'encourager les pays africains à accepter cet outil essentiel.

Sur le changement climatique :

Nous constatons que les États membres du G8 causent les plus grands dommages à l'environnement et que l'Afrique, en particulier sa population rurale défavorisée dont la majorité sont des femmes, sera le continent le plus touché par le changement climatique, alors même que c'est celui qui y contribue le moins. Nous constatons également que le changement climatique est causé par la consommation insoutenable à terme des ressources du monde par les pays développés, qui en consomment actuellement 80 %. Nous recommandons donc au G8 et au FPA de:

1. garantir que les États membres corrigent de toute urgence les effets du changement climatique, en mettant l'accent sur les femmes et les communautés qui sont les gardiens et vivent les plus proches de l'environnement.
2. Nous demandons à ce que les pays occidentaux causant le plus de dommages environnementaux soient chargés d'atténuer les effets du changement climatique et soient tenus de payer pour les dommages qu'ils causent.
3. Le G8 et le FPA doivent allouer des ressources suffisantes aux programmes et stratégies d'adaptation au changement climatique en Afrique, en particulier ceux mettant l'accent sur les systèmes de production agricole. Un soutien doit spécifiquement être apporté aux pays ayant élaboré des Programmes d'action nationaux d'adaptation (NAPA).
4. Les gouvernements internationaux et nationaux doivent mettre en application le Protocole de Kyoto pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et une aide doit être apportée aux pays africains vulnérables pour qu'ils puissent s'adapter aux nouvelles conditions climatiques.
5. Nous appelons le G8 à aider davantage les pays africains à bénéficier d'un accès adapté à l'énergie. En particulier, le FPA doit soutenir l'initiative de la Banque mondiale de création du Cadre d'investissement pour les énergies propres (CEIF) en Afrique et garantir que l'accès à l'énergie devienne une priorité, en mettant

l'accent sur la fourniture d'un ensemble de solutions diverses et en reconnaissant le fait que la biomasse reste la principale source d'énergie des Africains.

Sur le VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria :

Nous constatons que les conditions d'un génocide sont en train d'être créées par le système international d'échanges, lequel pousse le secteur privé à réaliser des bénéfices et des gains sur le dos des personnes les plus vulnérables affectées par le VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria. C'est pourquoi nous appelons le G8 et le FPA à :

1. se saisir immédiatement des pratiques promotionnelles permettant à cette injustice de continuer, en garantissant le respect de la concession obligatoire de licences et l'arrêt de la libéralisation (ou privatisation) des services, par ex. de santé, pour permettre l'accès aux soins des populations pauvres.
2. tenir leurs promesses à apporter un financement suffisant, durable et prévisible à la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria. La gestion de l'aide doit être efficace, prévisible et alignée sur les priorités nationales.
3. Le VIH/SIDA étant une crise mondiale, nous appelons le G8 à remplir l'engagement pris à Gleneagles concernant l'accès universel aux traitements et les dispositifs de procédure rapide (*fast track*) pour répondre au VIH/SIDA, TB et malaria, conformément à l'accord conclu dans le cadre de l'Initiative « Fast Track ».
4. Nous appelons aussi l'ensemble des partenaires à accroître leur soutien et leur engagement à renforcer le leadership des femmes et à entendre leur voix en matière de VIH/SIDA, en particulier les réseaux de femmes positives et les Personnes vivant avec le VIH/SIDA (PLWHA), et à accélérer les efforts en cours pour commercialiser les microbicides, le seul moyen de prévention du VIH/SIDA contrôlé par les femmes elles-mêmes.

Sur l'égalité entre les sexes :

Nous reconnaissons la nécessité de développer les compétences aux niveaux international et régional en Afrique pour qu'une meilleure compréhension de ce qui constitue un environnement propice au respect de l'égalité entre les sexes puisse être partagée par tous. Nous recommandons au G8/FPA d'accorder la priorité absolue aux éléments suivants dans ce domaine :

1. Faire de l'intégration de la dimension de genre dans les programmes et les budgets une priorité, conformément à la Déclaration de Paris et au discours sur les Nouvelles modalités de l'aide.
2. Compléter cette intégration de la dimension de genre par des actions spécifiques pour accroître l'autonomisation des femmes, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME) qui constituent la base et le point d'ancrage du secteur privé africain.
3. Faire avancer l'intégration économique régionale, surtout dans l'agriculture, pour lutter contre la pauvreté en mettant l'accent sur les politiques qui améliorent l'accès aux marchés et, par là, renforcent l'autonomie des femmes travaillant à la base des ressources du continent.
4. Soutenir financièrement et politiquement la mise en œuvre d'actions spécifiques pour promouvoir l'égalité entre les sexes dans le cadre du Plan d'action pour l'Afrique de Kananaskis, sous la direction de l'Allemagne, actuelle présidente du G8.

Vos Excellences, permettez-moi de vous remercier une nouvelle fois de cette opportunité que vous avez offerte à la société civile de s'exprimer ainsi devant vous aujourd'hui. Nous sommes convaincus que l'avancée sur la voie de la croissance et du développement de l'Afrique ne peut se faire que par un partenariat efficace entre l'ensemble des acteurs concernés. Nous nous réjouissons de votre décision d'avoir invité la société civile à participer ce

forum et vous transmettons tous nos vœux de succès et notre bénédiction pour vos délibérations.

Merci.